

Pénurie de main-d'œuvre, vieillissement, et transition numérique:

# **LA VISION ÉCONOMIQUE DES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES N'EST PAS ADAPTÉE AUX DÉFIS DE NOTRE ÉPOQUE**

---

Septembre 2021

## À propos de cette note

En tant que centre de recherche spécialisé notamment dans les enjeux de main-d'œuvre, l'Institut du Québec a été, à maintes reprises, invité à commenter la présente campagne électorale fédérale et les annonces des différentes formations. Notre équipe a donc passé en revue les engagements des principaux partis politiques en s'attardant plus spécifiquement à leurs déclarations sur les enjeux de main-d'œuvre. Sur la base de nos recherches et analyses passées, nous proposons des mesures et approches pour relever les défis auxquels le Canada fait face.

## Un nouveau marché du travail

La population québécoise et canadienne vieillit, avec pour répercussions d'engendrer une hausse majeure du ratio de personnes âgées par travailleur, une baisse du bassin de travailleurs potentiels dans plusieurs régions, et une pression additionnelle sur les réseaux de santé et les finances publiques. La situation, et l'une de ses conséquences les plus visibles, les pénuries de main-d'œuvre, est connue depuis longtemps.

En parallèle, l'intégration d'outils et de systèmes numériques dans les organisations progresse, notamment avec le déploiement massif du télétravail et du commerce en ligne. En raison du manque de main-d'œuvre, la robotisation continue de gagner du terrain. L'appropriation de ces nouvelles technologies reste toutefois inégale, et le risque d'une fracture numérique se fait de plus en plus menaçant entre les organisations qui ont amorcé ou complété leur virage numérique, et celles qui pourraient le rater. Là encore, la situation est connue depuis longtemps.

La crise sanitaire a par ailleurs fait des gagnants et des perdants, créant de nouveaux clivages. Pour plusieurs, le profond bouleversement socioéconomique des derniers 18 mois a aussi été l'occasion de réexaminer leurs priorités, et de donner une urgence nouvelle aux enjeux sociaux et environnementaux.

La campagne électorale en cours représentait une occasion en or pour les différents partis de proposer une nouvelle façon pour les gouvernements de soutenir notre économie, de concevoir le développement et leurs politiques de main-d'œuvre. Malheureusement, malgré quelques bons engagements, aucun parti ne propose réellement une vision économique nouvelle sur les enjeux de main-d'œuvre.

À titre d'exemple, les trois principaux partis promettent chacun à leur façon de créer un million d'emplois – une approche digne des années 1970 – alors que le nombre de postes à combler explose dans presque tous les secteurs. Il est parfaitement souhaitable et légitime de chercher à créer des emplois lorsqu'un État compte trop de chômeurs et trop peu de postes à combler; mais lorsque le manque de travailleurs est criant dans plusieurs secteurs et régions et que le nombre de postes vacants s'accroît, de telles promesses politiques s'avèrent absurdes.

Dans les plateformes des différents partis, on trouve certes quelques engagements qui pourraient faire une différence, mais ils sont généralement trop timides face à l'urgence d'agir et à l'ampleur des enjeux. Malheureusement, les propositions demeurent encore bien ancrées dans une vision traditionnelle du développement économique.

### Les engagements des partis à l'ombre du million d'emplois

Dans une campagne électorale, les partis politiques tentent habituellement de se distinguer en évitant de lancer des idées trop semblables à celles de leurs adversaires. Toutefois, dans la présente course au pouvoir, on constate que les trois principaux partis nationaux (le Parti libéral du Canada, le Parti conservateur du Canada et le Nouveau Parti démocratique) proposent tous la création d'un million d'emplois au Canada pour relancer l'économie.

Les concepts et les calculs utilisés par chaque parti diffèrent, mais le recours unanime au même chiffre magique reflète la persistance d'une philosophie économique qui consiste à exprimer les objectifs de croissance et les mesures de succès en termes de création d'emplois.

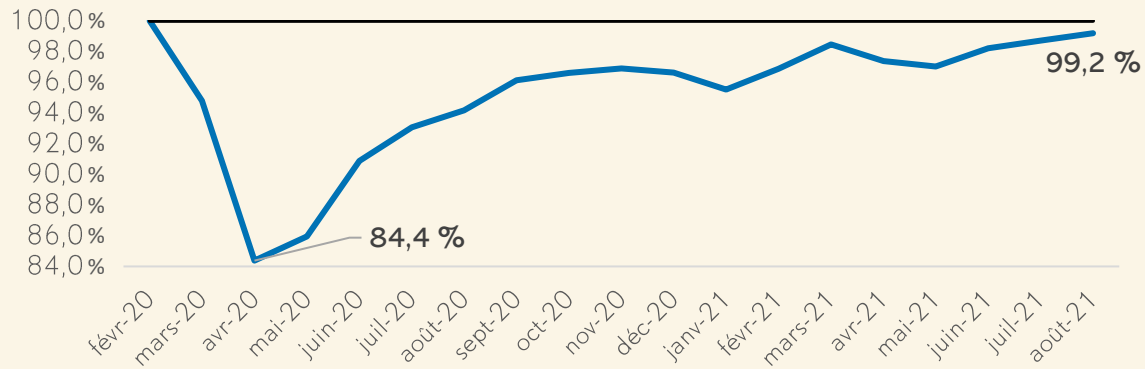
À tort ou à raison, les partis politiques continuent de croire que ces promesses d'emplois séduiront les électeurs, et l'image d'un million d'emplois frappera leur imagination. Malheureusement, cette approche dépassée amène souvent les partis politiques à négliger les politiques de main-d'œuvre qui auraient, elles, un impact réel et structurant sur l'économie canadienne.

Quelques données sur le marché du travail canadien

## La récupération des emplois est presque totale

Le niveau d'emploi est à 99,2 % du niveau prépandémique (février 2020)

Niveau d'emploi par rapport au niveau prépandémie  
Février 2020=100



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01

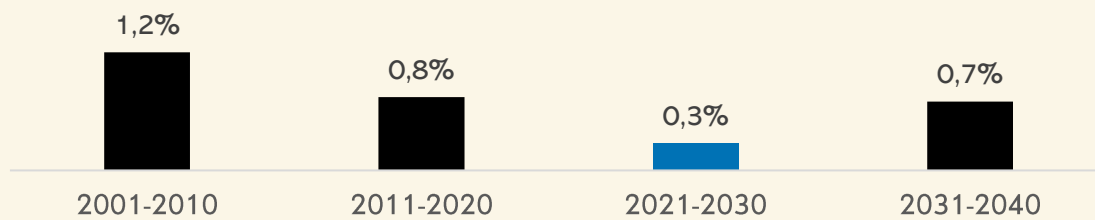
## La demande est au rendez-vous

La demande non comblée en travailleurs, telle que mesurée par les postes vacants<sup>1</sup> a continué d'augmenter tout au long de la pandémie. Les chiffres préliminaires pour le mois de juin font état de près de 816 000 postes vacants.

## Mais on pourrait manquer de main-d'œuvre

Au cours des dix prochaines années, la population canadienne vieillira plus rapidement qu'avant et ce, malgré l'immigration. La situation est encore plus critique au Québec.

Croissance annuelle moyenne de la population en âge de travailler (20-64 ans) au Canada  
Données historiques et projections



Source : Statistique Canada, tableaux 17-10-0005-01 et 17-10-0057-01

## Et il ne faut laisser personne derrière

En août 2021, il y avait 394 000 chômeurs à la recherche d'un emploi depuis plus de six mois. La probabilité que ces chômeurs réintègrent correctement le marché du travail et qu'ils aient accès à des conditions de travail favorables diminue au fur et à mesure que le temps avance. Notamment, en raison de l'érosion des compétences et de la perception négative du chômage de longue durée par les employeurs.

<sup>1</sup> Selon l'Enquête sur les postes vacants et les salaires de Statistique Canada. Un poste est vacant s'il satisfait aux trois conditions suivantes : il est vacant à la première journée du mois ou le deviendra au cours du mois, il y a des tâches à accomplir durant le mois pour le poste en question et l'employeur cherche activement à recruter à l'externe pour pourvoir ce poste.

## Moderniser la vision et le discours économique

Une vision politique à la hauteur des défis qui attendent le Canada doit reposer sur une lecture lucide de la réalité. Le futur gouvernement devra donc prendre acte, de façon très claire, du choc démographique, de la pénurie de main-d'œuvre et de l'impact de l'accélération du virage numérique sur l'adaptation nécessaire de la main-d'œuvre.

Une telle reconnaissance devrait se traduire en actions concrètes.

Voici quelques exemples de mesures que l'Institut du Québec aurait aimé voir proposer au cours de cette campagne :

### **Disponibilité et transformation de la main-d'œuvre**

Il faut adapter la politique industrielle aux contraintes liées aux enjeux de rareté de main-d'œuvre en priorisant et en visant la transformation plutôt que la création d'emplois. En effet, les mesures qui seront promises pour la relance économique visent à stimuler certains secteurs, ce qui nécessitera la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée en quantité suffisante. On ne pourra pas créer d'emplois s'il n'y a pas de travailleurs disposant des qualifications requises pour les occuper.

Par ailleurs, tout nouvel investissement public majeur devrait faire l'objet d'une analyse de l'impact sur la main-d'œuvre et d'une stratégie pour s'assurer la disponibilité de celle-ci. Il faut s'assurer que des mesures de développement de la main-d'œuvre aillent de pair avec les politiques gouvernementales, en particulier lorsque la rareté de travailleurs freine la livraison de services essentiels à la population comme la santé ou l'éducation.

### **Aide aux entreprises**

Remplacer le critère de création d'emplois par des critères plus modernes et novateurs : productivité, innovation, meilleure planification de la gestion des effectifs et des compétences des travailleurs, formation continue des travailleurs, amélioration des conditions de travail, présentation d'un plan de carboneutralité, indicateurs de bonne gouvernance, etc.

## **Adaptation et formation de la main-d'œuvre**

Proposer des mesures de soutien des travailleurs pour la requalification et le développement de compétences, principalement des compétences numériques, de littératie et de numératie. Plusieurs outils existants, comme le crédit canadien pour la formation, pourraient être bonifiés, notamment en y greffant un régime d'épargne avec contribution du gouvernement, ou encore en bonifiant le soutien au revenu lors de la formation au-delà du 55 % de revenu prévu à l'assurance-emploi.

## **Assurance-emploi**

Pour que l'assurance-emploi permette de relever ces défis de taille, il faudra toutefois garantir la viabilité financière de la caisse de l'assurance-emploi. De gros enjeux sont à prévoir alors que le déficit de la caisse devrait atteindre 19 G\$ en 2022-2023 selon le directeur parlementaire du budget<sup>2</sup>. Les partis devraient se prononcer sur les moyens d'assurer un financement adéquat des mesures favorisant le retour à l'emploi. Ces mesures ne représentent encore qu'un dixième des dépenses de la caisse d'assurance-emploi.

Bien que les plateformes du Parti libéral du Canada et du Bloc Québécois soient celles qui montrent la meilleure compréhension des enjeux de main-d'œuvre, elles ne présentent aucune modernisation de la vision économique et ne proposent rien de nouveau sur ces enjeux.

Rien n'indique que la formation tout au long de la vie, le développement des compétences des travailleurs et la gestion des pénuries de main-d'œuvre seront dorénavant intimement liés aux politiques de développement économique. C'est pourtant la seule façon de traverser une décennie de vieillissement de la population avec le moins de conséquences sur l'économie et les services publics.

---

<sup>2</sup> [Projections concernant le Compte des opérations de l'assurance-emploi, janvier 2021](#)

# LES PROMESSES ÉLECTORALES



## Le Parti libéral du Canada

Dans son programme électoral et ses interventions faites au cours de la campagne, le Parti libéral du Canada ne place pas l'économie au cœur de sa stratégie. Sur sa plateforme «Avançons ensemble», la gestion de la COVID-19, le logement et la santé priment d'ailleurs sur sa section économique, intitulée «Une économie plus résiliente».

Comme il s'agit d'un gouvernement sortant qui doit défendre son bilan, le programme des libéraux diffère de celui de ses adversaires. Ainsi, le thème du million d'emplois n'est pas présenté comme une promesse, mais plutôt comme une réalisation. «Il y a un an, nous avons lancé une campagne pour créer plus d'un million d'emplois... Grâce à nos programmes d'urgence et au travail acharné des Canadiens, nous [avons presque atteint] notre but... Jusqu'à présent, le Canada a retrouvé 92 % des emplois perdus pendant la pandémie.»

Pour poursuivre cet objectif et «ramener le taux d'emploi au niveau d'avant la pandémie — en le portant au-delà d'un million d'emplois» —, le Parti libéral du Canada

propose somme toute de prolonger ou d'adapter les programmes mis en place depuis un an et demi, notamment à travers la bonification de l'Allocation canadienne pour les travailleurs.

Il importe de noter que c'est le programme libéral qui met davantage l'accent sur le soutien aux travailleurs que sur la création d'emplois. Ainsi, la section intitulée «Jumeler des emplois et des travailleurs» aborde de front les pénuries de main-d'œuvre et les déséquilibres du marché du travail. Le Parti libéral du Canada propose notamment de miser sur l'immigration pour élargir l'accès aux travailleurs temporaires et aux étudiants, de faciliter la mobilité de la main-d'œuvre, d'accroître la formation des femmes et des groupes vulnérables et, de mettre en place un crédit d'impôt pour le prolongement de carrière des travailleurs expérimentés.

Si ces axes d'intervention visent les bonnes cibles, les engagements sont exprimés de manière très générale, et les mesures envisagées semblent modestes au regard de l'ampleur des enjeux (à l'exception du crédit d'impôt pour prolongement de carrière de 650 M\$ par année).

### Principales mesures promises

- Ramener l'emploi au niveau d'avant la pandémie avec une création d'un million d'emplois;
- Hausser le salaire minimum fédéral à 15\$/h;
- Réduire les seuils pour le crédit d'impôt remboursable à 22 944 \$ pour une personne et 26 177 \$ pour une famille;
- Étendre jusqu'à mars 2022 les programmes de soutien d'urgence aux entreprises et travailleurs;
- Maintenir l'accès uniforme à l'assurance-emploi (AE) des 420 heures travaillées;
- Faire passer la période de prestation maladie de 15 à 26 semaines;
- Prolonger l'AE pour les travailleurs saisonniers jusqu'en 2022;
- Créer une nouvelle prestation d'AE pour les travailleurs autonomes;
- Créer 500 000 opportunités pour former et employer des jeunes et des travailleurs;
- Octroyer 1,4 G\$ aux entreprises technologiques pour employer des jeunes;
- Créer un crédit d'impôt pour prolongement de carrière, 650 M\$ par année.



# Le Parti conservateur du Canada

Le Parti conservateur du Canada s'engage, quant à lui, à mettre l'économie au cœur de son programme. Et l'élément fort de cette stratégie, – qui figure sur la page frontispice de sa plateforme « Plan de rétablissement du Canada » –, ne diffère pas de celui de ses adversaires : « Récupérer 1 000 000 d'emplois ».

« Notre priorité est de remettre le plus grand nombre de personnes au travail avec de bons emplois, partout au Canada, dans tous les secteurs, le plus rapidement possible. », peut-on y lire.

Le Parti conservateur du Canada estime à un million le nombre d'emplois à récupérer sur la base d'un calcul consistant à mesurer l'écart entre le nombre d'emplois enregistrés à l'aube de la crise de la COVID-19 et celui qui aurait pu être atteint en 2023, si le taux de croissance de l'emploi entre 2020 et 2023 avait été semblable à celui des années précédant la pandémie. Essentiellement, on s'engage ici à ce que le marché du travail et l'économie canadienne redeviennent exactement comme avant.

Le Parti conservateur du Canada entend créer ces emplois avec une panoplie de

mesures classiques, similaires à celles déjà déployées par le gouvernement libéral : lutter contre la COVID-19 pour stimuler pleinement l'économie, aider les secteurs plus durement touchés, soutenir les PME, offrir plus de possibilités aux femmes, encourager l'investissement, dépenser en infrastructure, encourager l'innovation, et soutenir le commerce.

Même si le programme des conservateurs reconnaît l'existence de pénuries de main-d'œuvre, il propose peu de mesures concrètes pour que le marché de l'emploi parvienne à combler les importants besoins en travailleurs que son programme économique compte engendrer. Deux initiatives portant sur les politiques de main-d'œuvre y figurent toutefois : (1) un crédit d'impôt plus généreux pour la garde d'enfants (plutôt qu'un programme de garderies) qui pourrait faciliter une plus grande participation des femmes au marché du travail, et (2) la création du Fonds de formation professionnelle du Canada, un programme relativement modeste de 250 M\$ sur deux ans, qui allouerait des subventions aux employeurs, syndicats et organismes spécialisés.

## Principales mesures promises

- Récupérer un million d'emplois perdus durant la pandémie d'ici un an;
- Doubler l'allocation canadienne pour travailleurs à concurrence de 2 800 \$ pour les particuliers et 5 000 \$ pour les familles;
- Augmenter de 1 \$/h le salaire des personnes gagnant 20 000\$/année;
- Bonifier temporairement de 55 % à 75 % du salaire, les prestations de l'AE, pour les provinces en récession;
- Augmenter les prestations d'AE de 15 à 52 semaines pour les personnes gravement malades;
- Protéger les régimes privés de retraite;
- Verser 250 M\$ dans un Fonds de formation professionnelle (chômeurs pandémiques et autres) avec des prêts de 10 000 \$ à faible taux d'intérêt et crédit d'impôt doublé pour la création d'emplois d'apprentis.





# Le Nouveau parti démocratique

Le programme « Oser mieux » du NPD donne la priorité aux mesures visant à « rendre la vie plus abordable pour vous et votre famille », notamment en ce qui a trait au logement et à l'assurance-médicaments. Le volet économique accorde beaucoup d'importance à l'emploi : « des emplois de qualité et de nouvelles possibilités dans toutes les régions du pays ».

Ici encore, l'ambition de créer un million d'emplois est sur le radar : « Nos investissements créeront plus d'un million d'emplois de qualité au cours d'un premier mandat ce qui permettra de s'attaquer à la crise climatique, de stimuler la relance économique et d'améliorer la vie de tous les Canadiennes et les Canadiens. »

Ces emplois proviendraient largement des programmes initiés par un gouvernement néo-démocrate dans des domaines comme l'efficacité énergétique, le logement abordable, le transport collectif, les énergies renouvelables ou les garderies publiques.

Le programme néo-démocrate prend acte de l'enjeu des pénuries de main-d'œuvre,

mais de manière limitée. « Reconnaissant que la pénurie de travailleuses et travailleurs constitue un obstacle majeur pour de nombreuses petites entreprises qui exercent leurs activités dans les régions rurales, nous ferons de nouveaux investissements importants dans la formation des Canadiennes et Canadiens et augmenterons le soutien aux groupes traditionnellement sous-employés, afin qu'ils puissent accéder à des emplois de qualité offrant un salaire équitable. »

Le NPD promet aussi un programme de garderies pancanadien, qui pourrait faciliter la participation accrue des femmes sur le marché du travail. Il propose également « Une formation professionnelle et une éducation permanente pour tout le monde ». Pour relever le défi de la formation et de la requalification des travailleurs, le NPD entend modifier les règles d'admissibilité de l'assurance-emploi et obliger les grands employeurs à consacrer 1 % de leur masse salariale à la formation.

## Principales mesures promises

- Créer un million d'emplois;
- Augmenter le salaire minimum fédéral à 15\$/h pour un objectif de 20\$/h;
- Réformer l'AE pour, entre autres, en faciliter l'accès et inclure 50 semaines de prestation pour maladie;
- Investir dans des formations aux Canadiens;
- Atteindre l'équité salariale;
- Instaurer un revenu minimum garanti pour les aînés et personnes handicapées;
- Abolir les stages non rémunérés;
- Consolider les régimes publics de retraite.

Comme le Bloc Québécois n'aspire pas à diriger le gouvernement fédéral, sa plateforme ne propose donc pas de programme ou d'interventions sur le plan économique, mais annonce plutôt les thèmes sur lesquels le parti entend intervenir. Ces thèmes portent sur des enjeux qui touchent plus spécifiquement le Québec.

À ce chapitre, le Bloc Québécois insiste sur la question de la pénurie, mais en la liant aux effets néfastes des subventions fédérales : « La pénurie de main-d'œuvre dont font état nos entrepreneurs et entrepreneuses est certes amplifiée par la pandémie, mais elle existait déjà et ne prendra pas fin avec le retrait des mesures sanitaires. Le Bloc Québécois proposera tout un train de mesures pour lutter contre la pénurie de main-d'œuvre. Celui-ci inclura la suspension

de la PCRE, tout en s'assurant qu'elle puisse être réactivée selon l'intensité des futures vagues et qu'elle demeure en vigueur pour les secteurs soigneusement ciblés et les catégories d'emploi pour qui la relance demeure lente, par exemple, le secteur culturel ou l'aéronautique. »

Le Bloc Québécois se prononce aussi sur l'emploi des aînés, des autochtones et des immigrants : « Le Bloc Québécois proposera également des mesures encourageant le travail des aînés avec leur expertise inestimable, en permettant aux aînés à faible revenu de travailler davantage sans pénalité et en impliquant les nations autochtones, en plus de favoriser l'établissement en région des nouveaux arrivants et des diplômés. »

### Principales mesures promises

- Soutenir financièrement le virage numérique des PME;
- Suspendre la PCRE;
- Adopter des mesures pour encourager le retour au travail des aînés;
- Réformer l'assurance-emploi.